

QUELLES PERSPECTIVES POLITIQUES ET SÉCURITAIRES AU SAHEL EN 2023 ?

19 janvier 2023

INTRODUCTION

Au cours de la dernière décennie, le Sahel est devenu un terreau d'insécurité et d'instabilité institutionnelle. La situation sécuritaire demeure préoccupante avec un débordement des tensions du Sahel vers les pays du golfe de Guinée. La présence des groupes terroristes s'est accrue et une partie importante des territoires échappe au contrôle des États, notamment au Burkina Faso ou au Mali. De plus, la crise a nourri des conflits intercommunautaires avec la prolifération de milices d'auto-défense de certains groupes ethniques qui tentent d'assurer leur propre sécurité. Elle a également engendré une instabilité institutionnelle qui a donné lieu à des coups d'État au Mali en 2020 et 2021 et au Burkina Faso en 2022.

Le principal argument mobilisé par les militaires pour justifier la prise du pouvoir est l'incapacité des pouvoirs politiques civils à restaurer la sécurité. C'est le défi majeur pour ces juntes militaires au pouvoir. Les nombreuses stratégies élaborées aux échelles internationales, nationales et régionales se sont révélées inefficaces au regard du caractère évolutif des conflits et de leur complexité. Au Tchad, plus éloigné de l'épicentre de la crise au Sahel mais également concerné par une variété de menaces sécuritaires, la nécessité de préserver la sécurité a été l'argument avancé pour défendre le remplacement du président Idriss Déby Itno, décédé en avril 2021, par son fils Mahamat Idriss Déby Itno. C'est pourtant en violation des prescriptions de la constitution du pays. La transition engagée au Tchad reste contestée par une partie des forces politiques et sociales du pays et marquée par des épisodes de répression violente.

LES PANÉLISTES INVITÉS

Ont pris part à ce dialogue virtuel :

Laurent Bossard, Ancien Directeur du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO)

Gilles Yabi, Directeur exécutif de WATHI

Seidik Abba, Journaliste-écrivain, spécialiste du Sahel et du Bassin du Lac Tchad

Ibrahim Maiga, Senior Advisor Sahel à International Crisis Group

Justine Couliadiati, Conseillère spéciale genre, éducation et cohésion social du Premier ministre du Burkina Faso

Remadji Hoinathy, Chercheur principal Afrique centrale et Grands Lacs à l'Institut d'études de sécurité (ISS)

Note : Les QUICK sont des documents courts issus des tables rondes virtuelles de WATHI. Ils présentent les principaux constats et les pistes d'action et sont destinés à alimenter le débat public, l'action collective et les décisions des autorités politiques.

LES PRINCIPAUX CONSTATS

- L'indice de terrorisme de 2013 signalait que le Nigéria était alors le seul pays d'Afrique de l'Ouest parmi les plus touchés par le terrorisme. Cependant, en 2022, cet indice révèle l'émergence du Niger, du Mali et du Burkina Faso parmi les nations de la région les plus gravement affectées par une augmentation significative du nombre de décès liés au terrorisme. Le Burkina Faso se classe au 4ème rang en termes d'exposition au terrorisme, suivi du Mali à la 7ème place et du Niger à la 8ème place. Cette évolution traduit une réelle détérioration de la situation sécuritaire, malgré la présence des forces étrangères et des armées nationales.
- Nous sommes à la fin d'une décennie marquée par diverses tentatives de stabilisation régionale, symbolisée par le désengagement du Mali vis-à-vis de la France, son partenaire militaire privilégié depuis 2013, et son rapprochement avec la Russie. Les tensions avec le Mali ont contribué à la fin de ces stratégies de stabilisation. L'avenir demeure incertain, accentué par deux coups d'État survenus au Mali et au Burkina Faso entre mai 2021 et janvier 2022. De plus, une tendance au repli sur soi des décideurs sahéliens se dessine alors que l'instabilité régionale persiste.
- Une décennie après la crise malienne, on observe une expansion des capacités des groupes armés terroristes, principalement actifs dans les zones rurales. Les insurrections, bien que principalement rurales, ont des répercussions majeures sur les centres urbains, engendrant des impacts humanitaires, sociaux, économiques et politiques, comme illustré au Burkina Faso. Les rivalités entre le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (JNIM/GSIM) et les groupes affiliés à Al Qaeda et à l'État islamique au Sahel (EIS) présentent un défi considérable. Certaines localités sont le théâtre de violents affrontements entre ces groupes, laissant craindre une intensification des violences terroristes.
- Les États manifestent clairement leur volonté de prendre en charge la sécurité, en particulier au Mali, où un discours souverainiste influence le choix des partenaires et des stratégies anti-terroristes. Les réponses restent dominées par l'action militaire, accentuée par l'émergence de pouvoirs militaires au Mali et au Burkina Faso. Les initiatives de dialogue, autrefois discutées au Mali et au Burkina Faso, semblent avoir perdu leur place sur la table des décideurs politiques.
- Le Niger, malgré la menace terroriste à ses frontières, demeure un îlot de stabilité. Adoptant une stratégie mêlant approche militaire et dialogue avec les groupes armés terroristes, le président Mohamed Bazoum a marqué un changement significatif en se montrant ouvert aux discussions avec les groupes djihadistes. Cette approche, associée à l'effort militaire, a contribué à renforcer la résilience du Niger, capitalisée grâce à une situation politique stable et à l'absence de crise politique malgré la crise sécuritaire. La contestation des résultats de la dernière présidentielle, bien qu'ayant le potentiel de fragiliser le pays, n'a pas dégénéré en crise institutionnelle. Cependant, des contentieux politiques subsistent, notamment sur la liberté de manifester. La reprise des discussions entre le pouvoir et l'opposition via le Conseil national du dialogue politique (CNDP) aborde des revendications telles que la gouvernance du CNDP, la révision du code électoral et la reconnaissance du statut de chef de file de l'opposition, accompagnée de discussions sur la libération des prisonniers politiques.
- Bien que des efforts de collaboration régionale aient été déployés pour répondre à des menaces dépassant les frontières nationales, l'exemple du G5 Sahel révèle que certaines alliances ad hoc demeurent influencées par des conflits d'intérêts entre les pays. Les relations entre le Mali et la France ont également influencé le positionnement du Mali dans la région, entraînant son retrait du G5 Sahel. Les groupes terroristes maintiennent une forte résilience face aux réponses militaires des États, changeant continuellement leurs méthodes et semant constamment la terreur sur le terrain.

- La rivalité militaire intense dans le Bassin du Lac Tchad et au Sahel entre les différentes factions des groupes armés terroristes peut être une opportunité pour les armées, sous réserve d'une amélioration de la coopération militaire et de l'exploration de solutions alternatives à l'action militaire. Cependant, cette rivalité peut également représenter un danger pour la région. Bien que l'ISWAP (État islamique en Afrique de l'Ouest), la faction dissidente de Boko Haram, ait réussi à s'imposer dans la région grâce à ses méthodes plus pragmatiques envers les populations locales, elle semble désormais confrontée à des difficultés face à la faction rivale d'Abubakar Shekau. En effet, la posture plus sectaire et brutale de Shekau envers les civils musulmans lui a permis de conserver une base de soutien dans certaines zones, malgré la supériorité organisationnelle et financière de l'ISWAP. Cette situation pourrait pousser l'ISWAP à solliciter un appui accru de l'État islamique, sa maison-mère, afin d'obtenir des moyens financiers et logistiques supplémentaires pour renforcer sa position sur le terrain face à son rival. Il pourrait également faire appel aux autres filiales de l'État islamique, comme l'État islamique au grand Sahara (EIGS), formant ainsi une alliance non seulement pour le secteur logistique mais aussi pour le secteur opérationnel.
- Au Mali et au Burkina Faso, une profonde aspiration au changement émane de la population. Les coups d'État militaires ne résultent pas uniquement de l'intérêt de quelques militaires à conserver le pouvoir. La relative popularité des autorités militaires repose sur leurs choix de partenaires stratégiques et leur capacité à présenter un discours de changement. La formule de refondation continue de mobiliser les populations autour des autorités militaires. Cependant, le climat politique est difficile, notamment au Mali, où le coup d'État a mis en lumière l'échec des acteurs politiques, réduisant considérablement l'espace civique avec des arrestations et intimidations croissantes envers les acteurs politiques et la société civile critiquant la démarche des gouvernements.

RECOMMANDATIONS

- Favoriser une convergence entre le G5 Sahel et l'Initiative d'Accra, établissant ainsi une réponse complète aux défis sécuritaires au Sahel en collaborant avec les pays du Golfe de Guinée. Il faut établir des liens entre la Force Mixte Multinationale et la Force conjointe du G5 Sahel pour renforcer la coopération régionale.
- Investir dans la formation et l'équipement des forces de sécurité locales pour améliorer leur efficacité dans la lutte contre le terrorisme tout en respectant les droits de l'homme et les normes internationales. Il faut améliorer les capacités de surveillance et d'analyse des groupes terroristes, en mettant l'accent sur la collecte et le partage d'informations. Ceci peut contribuer à anticiper les mouvements et à contrer les attaques planifiées.
- Concevoir une réponse globale intégrant les dimensions militaires, politiques, économiques, et sociales, ancrée dans les réalités des populations sahéniennes. L'équilibre entre ces composantes se révèle essentiel pour élaborer une stratégie à la fois efficace et pérenne. Apprendre des erreurs passées, spécifiquement en évitant de privilégier excessivement les solutions sécuritaires, est crucial. La transition vers une approche de développement doit impliquer activement les acteurs légitimes tels que les ONG, les jeunes et les femmes, souvent négligés dans les processus de développement étatiques.
- Investir dans des mécanismes de diplomatie préventive pour anticiper et désamorcer les tensions avant qu'elles ne dégénèrent en crises plus graves. Cela pourrait impliquer des efforts diplomatiques préventifs et des mécanismes de médiation.
- Soutenir les initiatives locales visant à renforcer la résilience des communautés face au terrorisme. Cela peut inclure des programmes éducatifs, des activités de sensibilisation et des projets de développement axés sur les besoins spécifiques des populations locales.
- Encourager la reprise des initiatives de dialogue politique au Mali et au Burkina Faso pour résoudre les contentieux internes. La résolution pacifique des différends politiques

contribuera à créer un environnement plus stable et à renforcer la gouvernance.

- Compléter les réponses militaires par des initiatives de développement économique, social et politique dans les zones touchées. Impliquer les communautés locales dans la prévention du terrorisme en favorisant l'éducation, la création d'emplois et le développement des infrastructures.

POUR ALLER PLUS LOIN |

VIDÉO DE LA CONVERSATION

CITATIONS DE L'INVITÉ

« Il est extrêmement complexe de faire de la prospective dans une région habituée à beaucoup d'imprévisibilité et grandes incertitudes. » Ibrahim Maiga, Senior Advisor Sahel à International Crisis Group

« Bien que le Mali ait changé de partenaire principal dans la lutte contre le terrorisme, passant de la France à la Russie, la réponse militaire demeure la priorité dominante. » Ibrahim Maiga, Senior Advisor Sahel à International Crisis Group

« Les menaces transfrontalières sont hybrides et bien structurées, s'ajoutant à une conflictualité locale avec la création de groupes armés. » Justine Couliati, Conseillère spéciale genre, éducation et cohésion social du Premier ministre du Burkina Faso

« Les réponses politiques, qu'elles soient nationales, régionales ou internationales, demeurent médiocres et ne résolvent pas les problèmes des populations. » Justine Couliati, Conseillère spéciale genre, éducation et cohésion social du Premier ministre du Burkina Faso

« Depuis le début de la crise russo-ukrainienne en février 2022, le Sahel a été relégué au second plan de l'agenda international. » Seidik Abba, journaliste-écrivain, spécialiste du Sahel et du Bassin du Lac Tchad

« Le Niger, malgré la situation sécuritaire aux frontières, se révèle plus résilient que le Mali et le Burkina Faso. Le Niger ne peut pas être un îlot de sécurité dans un Sahel complètement bouleversé. » Seidik Abba, journaliste-écrivain, spécialiste du Sahel et du Bassin du Lac Tchad

« La question sécuritaire a légitimé une dévolution dynastique du pouvoir au Tchad. » Remadji Hoinathy, Chercheur principal Afrique centrale et Grands Lacs à l'Institut d'études de sécurité (ISS)

« Contrairement à l'Afrique de l'Ouest, le Tchad a bénéficié d'une sous-région moins regardante sur le respect des formes constitutionnelles. » Remadji Hoinathy, Chercheur principal Afrique centrale et Grands Lacs à l'Institut d'études de Sécurité (ISS)